



Compte-rendu du congrès du Réseau "Sortir du nucléaire"

Les 20, 21 et 22 mai 2022 à Jasseron (Ain)

En présentiel et distanciel

Vendredi 20 mai

- **Accueil des participants**

Mot d'accueil : Guy Jeannesson

Présentation du déroulé du week-end : Anne-Lise Devaux

- **Plénière du Congrès autour des "communs"**

Présentation de la campagne des communs :

Agnès Le Coutour : Le nucléaire porte atteinte aux communs : à l'air, à l'eau, à la terre, à la démocratie, à notre économie. Ce qui nous est commun à tous. Campagne déterminante pour celles et ceux qui ne sont pas convaincus ou qui ne le sont plus. Moyen de leur faire comprendre que leur intérêt commun n'est pas dans la poursuite du nucléaire. Nous pourrions avec succès y introduire nos arguments. Le nucléaire n'est pas un argument de lutte contre l'effet de serre.

Damien Renault : Élargir la lutte et nouer des alliances. Échanges entre la centrale et l'air et la centrale et le fleuve. On nous fait croire que tout est confiné mais c'est faux.

Camila Curi : Communs = sujet sur lequel le CA et les salariés travaillent depuis longtemps. Industrie nucléaire porte atteinte à nos communs. Donc nous avons choisi de travailler là-dessus. Permet de faire le lien avec les autres luttes et les autres industries. Arrivée de Pauline qui est notre chargée de campagnes. On a commencé à travailler sur le sujet de la démocratie avec présidentielles et législatives. 1e campagne menée : promesses bidons autour des présidentielles. Démonter les arguments pronucléaires qu'on entend tout le temps. Ex : nucléaire nous rend indépendant, nucléaire énergie sûre, nucléaire bon pour le climat. Objectifs : pouvoir identifier les candidats antinucléaires et qu'ils ne puissent pas revenir sur leurs propos une fois élus. Créer des liens avec ces politiques à long terme. Communication grand public pour montrer à quel point les propos pronucléaires sont fallacieux. 4 étapes dans cette campagne : faire monter ce sujet dans les médias et les réseaux sociaux. Sondage IFOP avec trois questions : 58% des français prêts à voter pour un candidat anti-nucléaire. Posts sur les réseaux sociaux et lancement de notre page instagram. Happening devant le QG de LREM. Puis on a sorti un manifeste et on l'a envoyé aux différents candidats. Interpellation sur les réseaux sociaux. Succès auprès de P. Poutou, J-L. Mélenchon, Y. Jadot. Ensuite, dénoncer les candidats pronucléaires : sur les RS, sur le terrain (tractage, affichage...), organisation d'une cérémonie parodique "Trophées du nucléaire vert" = dénonciation du greenwashing autour du nucléaire. 4^e étape : l'entre-deux tour.

Législatives : action à Lyon le 12/05 dans le même sens que la cérémonie des trophées du nucléaire vert. Une fois que l'ensemble des programmes seront sortis, analyse des programmes et dénonciation de ceux qui sont pronucléaires.

Maintenant, il faut que l'on continue à mobiliser et notamment, sur la relance du nucléaire. Faire rentrer le sujet dans les débats à venir à l'Assemblée. Mise en place de dynamiques dans les sites pressentis où il n'y a pas de mobilisation et appuyer là où il y a déjà des dynamiques existantes.

Question de l'eau : travail sur les bassins d'eau. Pouvoir visibiliser le sujet. Impact sur la ressource en eau. Sujet très peu connu. Pouvoir informer sur les risques et faire le lien entre nucléaire et réchauffement climatique. Avec les parlementaires alliés, pouvoir exiger des études indépendantes et des commissions parlementaires sur le sujet. On travaille sur cette thématique depuis mars. Groupe de travail dédié. Études indépendantes avec la CRIIRAD et l'ACRO. Mettre en valeur les initiatives des groupes locaux pour pouvoir communiquer au niveau national. Brochure informative à destination des médias et des parlementaires pour qu'ils soient outillés pour les débats à venir. Communication sur les réseaux sociaux à destination du grand public pour de l'information vulgarisée et exacte aux personnes.

Le plus important de cette campagne est de pouvoir allier la question de l'eau aux autres atteintes aux biens communs et pouvoir s'opposer au plan de relance porté par Macron. On compte sur vous.

Sujets à proposer et travail par petits groupes sur sujets proposés puis retour en plénière.

Camila Curi, Damien Renault, Joël Domenjoud et Charlotte Mijeon animent les différents groupes. Le groupe de discussion pour les personnes à distance sera animé par Joël.

André Hatz : Les émissions de chaleur. Pour chaque kWh fourni par les centrales, il y a 2 kWh qui sont recrachés dans l'environnement : soit dans l'eau, soit dans l'atmosphère. Personne ne parle jamais de ça. A ne pas confondre avec le réchauffement climatique mais ces kWh ne sont pas innocents. Nous devrions conduire une étude là-dessus et dénoncer cette chaleur. A contrario, une éolienne ne va pas émettre de chaleur dans l'environnement. Peut-on continuer à réchauffer notre environnement avec les centrales ?

Alain Volle : Démocratie et enquête publique. A Tricastin, nous venons d'essayer les plâtres de la première enquête publique post 40 ans. Quid de la réelle volonté d'EDF de consulter les populations ? Enquête publique = écran de fumée. Ex : périmètre de l'enquête publique a été fixé à 5 km autour de la centrale alors que le PPI est à 20 km. Nuages de Tchernobyl et Fukushima ont été bien au-delà. Enquête de l'IRSN autour des centrales démontre que la proximité géographique avec 1 centrale augmente l'adhésion des populations = biais supplémentaire.

Martial Château : Par rapport aux rejets de chaleur des centrales : assez d'accord mais il ne faut pas dire qu'une éolienne ne produit pas de chaleur parce qu'elle en produit (même si très faible). Enquêtes publiques : je n'y participe plus car biaisées. Il ne faut pas parler d'arrêt du nucléaire à l'ANCCLI. Il faut dénoncer que c'est une fausse concertation. Lutte avec Plogoff était très forte. Débats organisés se sont soldés avec les CLI, qui ne nous apportent pas grand-chose et il ne faut pas se faire d'illusion.

Camila Curi : On doit trouver des sujets qui ont un lien avec les communs. Parking pour les autres sujets de discussion qui ne rentrent pas dans le cadre de l'atelier de cet après-midi.

Michel Guéritte : Sur études épidémiologiques, il ne faut pas faire des cercles mais des patates : tenir compte des vents dominants et des fleuves. Beaucoup étudié les sites de Soulaines et de Morvilliers. Soulaines est une INB aussi. Elle est catastrophique aussi. Les déchets seront là pour l'éternité. Situation catastrophique. Dites patates et jamais cercles.

Rose Maschino : Pas d'étude sur les impacts des installations nucléaires sur la santé publique et ses effets. Pourtant, on en a besoin (environnement oui mais jamais santé).

Grégoire Pauly : Pour qu'il y ait commun, il faut qu'il y ait une gouvernance partagée avec des règles. Le nucléaire n'est pas un commun actuellement mais il pourrait l'être. Comme il n'est pas commun (pas de transparence et pas de gouvernance commune), il nuit aux autres communs.

=> gouvernance et instances démocratiques

Antoine Bonduelle : Questions de pollutions et des biens communs locaux, révolution à venir avec mandat législatif à venir. Beaucoup de députés qui vont peut-être pouvoir changer la donne : il faudra pouvoir leur proposer un programme. Un élément technique à creuser : l'usage des centrales hydroélectriques en France, stockage conservé pour avoir une réserve pour question de sécurité nucléaire. Dans quelle mesure n'est-ce pas un coût par rapport au 100% énergie renouvelables ? Pour dimanche, sujet qui me tient à cœur : la question des ultra pronucléaires. Si on en a un au gouvernement ? Macron a expliqué que le tout nucléaire ne marche pas. Il va falloir, d'une part, les contraindre - ils ont fait une tentative d'entrée au GIEC - mais aussi on est face à des pouvoirs qui ne sont plus ultra pronucléaires et il va falloir trouver un moyen de différencier nos discours. RTE a des scénarii qui ne sont pas tous ultra pronucléaires. Il faut qu'on travaille à différencier nos arguments pour répondre aussi à ces non ultras mais toujours très pronucléaires.

Martial Château suggère la lecture de Tchernobyl par Kate Brown.

Osios Mausoléo : Dans les communs, il est aussi question de la nourriture. Produit c radioactifs. Pour les patates, on utilise des radiations : quid des effets sur la santé. Médecine radioactive (radio...) : quels impacts sur la santé ?

=> il existe un document sur l'impact sur l'alimentation dans la boutique du Réseau.

Kurumi Sugita : - Mouvement circulaire : études maritimes ont montré transfert de la contamination de l'océan vers l'intérieur des terres avant les années 80 (donc avant gros accident) => voyage des radionucléides

- Réseau des communs : ne sais plus son nom ni s'il existe toujours mais il y avait un réseau de communes à ce sujet (Grenoble y participait). Serait intéressant de retrouver ce réseau et d'y participer.

Juliette Geoffroy : Sujet sur le rapport au foncier de l'industrie nucléaire. EDF prospecte avec la SAFER pour récupérer des terres et intégrer de nouveaux projets. => Accaparement des terres

Sylvie Anoi : Y a-t-il eu un accord préalable sur la définition des "communs" ?

Damien Renault : Définition à géométrie variable. Le mot "communs" demande des explications supplémentaires pour s'entendre : ce qu'on a tous en partage et que parfois on néglige ou qu'on épuise à toute vitesse parce que premiers arrivés, premiers servis.

Grégoire Pauly : Pour la définition d'un commun => tout ce qui est outil ou ressource géré collectivement et qui dispose d'une régulation par la communauté => Elinor Ostrom

Alain Guilloteau : La santé des travailleurs du nucléaire fait-elle partie des communs ? => médecine du travail

Bernard Cottier : Ça fait 2 ans qu'on en parle au niveau du Réseau. Plus judicieux de parler de biens communs, plus parlant pour les gens et autour de nous. Penser à l'avenir de nos enfants et petits-enfants quand on parle de biens communs : c'est une façon très importante pour parler du nucléaire qui condamne la qualité de vie des gens qui vont nous survivre. Communs fait penser à autre chose, aux animaux dans les champs notamment. Dans le terme "biens communs", il y a les éléments naturels, mais aussi la solidarité qu'on oublie trop souvent dans notre monde néolibéral. Il faut mettre en valeur que le nucléaire porte atteinte aux biens communs de toutes les générations qui vont nous suivre.

Kolin Kobayashi : Un des rares militants japonais en France dans le Réseau SDN. Voudrais évoquer pourquoi, 10 ans après Fukushima, la France n'apprend pas. Énorme pression qui vient du nucléaire international. Environnement vivable, acceptable en lien avec la santé publique, mais santé publique est une question internationale. Il y a une structure internationale qui définit le niveau des normes radioactives qui dominent et qui essaient d'effacer les catastrophes de Tchernobyl et de Fukushima, effacer leur importance en disant zéro mort, les gens continuent à vivre dans des zones contaminées. Dimension catastrophe n'existe pas. Il faudrait travailler sur ce qu'on peut faire contre cette pression internationale. Aimerais qu'on puisse former un groupe de travail sur ce sujet-là. Sur l'eau, la contamination des eaux usées de Fukushima démontre une pollution importante (869 TBq) qu'on stocke actuellement. Mouvements associatifs au Japon. Mais La Hague déverse environ chaque année 13 000 TBq. Les eaux de Fukushima, en comparaison, peuvent être considérées très peu importantes. Les critiques face à ces rejets de La Hague sont trop peu nombreuses. Il faut travailler sur ces rejets par l'usine de La Hague et des autres centrales nucléaires.

André Hatz : Je voudrais que soit évoquée une question nouvelle pour nous en France : la refonte des métaux radioactifs. L'industrie nucléaire ne sait plus quoi faire de ces déchets. Les déchets métalliques vont être refondus pour, in fine, en faire du métal remis sur le marché courant de l'acier. Il finira dans nos objets de la vie courante. Façon de mettre la poussière sous le tapis et de disséminer la radioactivité et de créer une exposition aux faibles doses. Ils veulent séparer les impuretés où il y aura l'essentiel de la radioactivité, mais un peu restera dans ces métaux et c'est inacceptable qu'ils soient remis dans les objets de la vie courante. Projet de Technocentre en cours à Fessenheim ou au Tricastin (2 sites identifiés). EDF voudrait en plus racheter des métaux radioactifs d'autres pays en Europe pour rendre l'affaire rentable (sauf l'Allemagne). Sujet nouveau qu'on ne doit pas laisser passer. C'est dans le PNGMDR qui est tellement immense que c'est noyé et que ça va passer inaperçu. Problème éthique : on ne peut pas laisser faire cela.

Charlotte Mijeon : Importance d'appuyer sur l'eau. Sécheresse, conflit d'usage, à la fois maintenant et dans le futur, avec objectif d'augmenter le parc nucléaire. + les impacts sur la biodiversité des rejets.

- La démocratie comme commun : grande consultation cet été dont les contours sont encore flous sur le mix électrique. On ne sait pas trop comment ça va se passer - à surveiller. Aussi débat public à l'automne sur de nouveaux réacteurs à Penly, mais aussi ailleurs.

- Le climat est un bien commun. Important de voir à quel point miser sur une option technologique trop tardive et trop chère qui mise sur la surconsommation n'est pas pertinent - lien avec mouvement climat.

- La paix. Question de la guerre en Ukraine mais aussi liens avec la Russie. Sanctions envers la Russie mais épargnent le nucléaire. Les liens de la France et de la Russie sur le nucléaire ne sont pas du tout remis en question. On continue de fait à financer la guerre.

Michel Guéritte : Achat des consciences. EDF donne 1 million par réacteur. La santé publique est un point extrêmement important : les français commencent à se poser des questions. Quand on a appris qu'il y avait 3 millions de consommateurs de Levotyrox en France, un seul a réagi sur le pourquoi il y avait autant de consommation de ce médicament : Michel Guéritte. Honte au Réseau de ne pas avoir réagi là-dessus !

Philippe Lambersens (SDN 38) : Il y a un ancien administrateur du côté de Toulouse qui s'est beaucoup investi sur les questions de l'iode et des problèmes de thyroïde (pour répondre à Michel). Un commun = c'est une ressource gérée collectivement. Théorie d'E. Ostrom qui montre qu'une ressource gérée collectivement, plutôt que par les individus, est mieux gérée.

Gestion internationale des normes, des problèmes et des accidents. Projet ETHOS qui s'est développé à Tchernobyl et Fukushima géré par des économistes, notamment Lochar (économiste de la rationalisation des choix budgétaires), est payé par les exploitants pour diffuser cette déresponsabilisation des producteurs de catastrophes, qui ensuite renvoient la responsabilité sur les individus. Toute la gestion du nucléaire, c'est la déresponsabilisation des catastrophes et risques reportés sur l'extérieur. Bien connu dans les systèmes libéraux. La gestion par les experts de ce qui est commun amène à ça.

André Jacques : Tous les biens communs ne sont pas équivalents. Le CODIRPA y traite les sujets en équivalence. Le nucléaire, c'est comme un accident chimique : on le traite avec les mêmes méthodes et on fait en sorte que chacun soit responsable. N'allons pas vers l'approche Codirpa en disant que tous les risques sont équivalents. Cela revient à banaliser le risque nucléaire. Faire le lien entre biens communs et risque nucléaire est très important. Sur ça, je pense qu'on sera écoutés. Rendez-nous notre Fukushima vert, rendez-nous notre vie.

Damien Renault : Rendre visible les atteintes aux biens communs. L214 : si les abattoirs avaient des murs transparents, cela rendrait les choses inacceptables pour la population. D'une certaine manière, L214 a su rendre les murs des abattoirs transparents. Faire pareil avec le nucléaire.

Sujets traités en sous-ateliers :

- o Les communs de manière générale
- o Démocratie
- o Eau
- o Accaparement des terres
- o Paix
- o Santé

Restitution en plénière des sous-ateliers :

- Les communs de manière générale

Joël Domenjoud : Visuels qui permettent de frapper l'opinion publique. Ce n'est pas anodin qu'un parti politique ait fait une grande partie de sa campagne sur une sortie du nucléaire et ça joue un rôle majeur pour que cette question soit sur le devant de la scène aujourd'hui. Ça amène aussi des militants anti-nucléaires à s'impliquer dans la campagne parce que c'est ressenti comme un moyen fort d'interpellation et de faire repenser les choses. Question de formation et de transmission qu'il faut aborder frontalement. On a une responsabilité : celle de donner les outils de compréhension des enjeux nucléaires aujourd'hui aux personnes. Enjeu de formation.

Questions :

Françoise Pouzet : Pas une question mais un témoignage. Stand tenu à Bourges. Impact sur les gens suite à la campagne présidentielle avec la FI et les Verts qui ont mis la sortie du nucléaire sur le devant de la scène.

- Nucléaire et démocratie

Charlotte Mijeon : Exemple de l'enquête publique sur Tricastin 1 : la question posée était " est-ce que vous êtes d'accord avec le programme de travaux proposés ? " et non, " êtes-vous pour ou contre la prolongation ? "

Consultation qui aura lieu en plein été dont on ne connaît pas trop les contours.

Débat public qui va commencer sur Penly, mais aussi pour 6 autres réacteurs.

Puis loi de programmation énergétique et PPE.

Au niveau des alliés : question des futurs parlementaires : NUPES (FI et EELV surtout). Quid d'un référendum.

Parfois sensibles à nos remarques : commissaires enquêteurs sur Tricastin 1 par exemple.

Sur débat public Penly and co : parmi les garants, Michel Badré et une personne pas mal investie sur les questions participatives. Peut être intéressant d'avoir des contacts interpersonnels avec ces personnes.

Actions à mettre en place : médiatiser le déni de démocratie et l'enfumage qui se passe avec ces consultations. Dénoncer le mécanisme de cadençage des débats avec une possibilité de s'exprimer qui est extrêmement restreinte et contrainte.

Point de vigilance : comment les oppositions peuvent être manipulées et comment ils peuvent chercher à les faire participer malgré tout. Au Réseau SDN, comment on arrive à trouver un jeu d'acteurs cohérent pour être clair sur les messages ?

Questions :

Damien Renault : Il y a déjà eu dans les CPDP, notamment sur l'EPR, des personnalités intéressantes mais ça n'a rien changé donc à voir si ça peut être vraiment des alliés.

Martial Château : Consultation en cours sur la piscine à La Hague. Si pas de piscine, le nucléaire va être un peu embêté. Importance de parler de l'arrêt du retraitement

André Jacques : Je voulais revenir sur ce sujet. La CNDP est contente de jouer la participation. Quand ça grogne un peu, là on voit le vrai visage des politiques qui disent, de manière unanime, que ce qui compte c'est que le débat ait lieu et après que la décision leur appartient. C'est de la manipulation. Grand public qui est le dindon de la farce. On ne veut pas que le Cotentin soit un Mayak. On ne se préoccupe même pas de comment vont repartir les déchets radioactifs et de combien ça va irradier autour des voies ferrées. Les populations peuvent et doivent se mobiliser.

Bernard Cottier : Avez-vous parlé de la répression qui est toujours sous-jacente à ce lobby nucléocrate ? Est-ce envisageable d'interpeler les parlementaires à ce sujet ?

- Nucléaire et santé

Alain Guilloteau : Explosion des nombres de cancers. Surconsommation des médicaments et construction de nouvelles centrales. Nucléaire casse l'ADN. Les maladies, et notamment de la thyroïde. Quels sont les alliés ? FNE = association qui peut porter devant le tribunal administratif des problématiques liées à la santé. Médias alternatifs type Reporterre, Bastamag... Parallèle avec le Réseau Sentinelles : réseau des médecins qui suivent l'épidémie de grippe. Trouver des instances médicales ou des médecins sensibilisés sur le nucléaire.

Collectifs locaux agro-alimentaires et vétérinaires, protection animale : la santé touche aussi à la santé animale. Se rapprocher des associations qui touchent à la biodiversité (naturalistes) et à la protection animale. Sangliers avec des problèmes de thyroïdes. WWF.

Études éco toxicologiques : INSERM.

Communiquer avec des groupes de malades et essayer d'en créer. Si on essaye de se renseigner par rapport à des maladies orphelines, on peut essayer de faire des groupes de pression.

Communiquer auprès des jeunes. Qu'est-ce que le jeune ?

Aller vers des écoles primaires mais comment ? Difficile. Universités. Voir avec Extinction Rebellion.

Questions :

Camila Curi : La santé est un sujet qui nous vient à tous quand on veut dénoncer les dangers du nucléaire. Très dur de trouver des chiffres et des preuves car peu d'études là-dessus. Comment, en tant que Réseau SDN, on réussit à faire que ces études soient menées ?

Alain Guilloteau : Trouver des équipes de chercheurs qui acceptent.

Osios Mausoléo : Pour compléter : on a commencé par se dire quelles seraient les actions qu'on veut faire : des études épidémiologiques sur les impacts sur le territoire. Puis, on a remonté le fil pour essayer de trouver des chiffres et des infos. Question de tout ce qui est radioactivité : CRIIRAD, etc. Sur le médical, on n'arrivait pas à trouver de laboratoires ou d'organismes qui pourraient fournir des études => créer un réseau de médecins et de patients. Par le biais des animaux => lien avec les chasseurs car si animaux contaminés et qu'on les mange ensuite, cela impacte aussi l'humain.

Grégoire Pauly : Concernant les jeunes, il y a un front pédagogique anti-nucléaire qui existe et qui va se réunir de nouveau juste avant les Burelesques. Collectif qui rassemble notamment des enseignants : comment parler du nucléaire sans avoir à faire aux pronucléaires.

André Jacques : Sur études épidémiologiques, pouvoir faire commander et financer ces études par l'intermédiaire des CLI. De nombreuses CLI en France en ont fait. Exemple à suivre. Mais souvent les présidents de CLI refusent parce qu'ils ont peur des résultats. Professeur Viel s'est frotté à ce sujet avec des résultats qui ont contre-carré ces hypothèses mais d'autres études qui sont revenues dessus. Corinne Lepage avait dit qu'il fallait mettre en place une étude sur La Hague mais depuis, il ne s'est rien passé.

Françoise Pouzet : Étude épidémiologique en 2001 par JF Viel : augmentation des taux de leucémie chez l'enfant. Étude vilipendée. Quand on met ce sujet sur la table, on nous rétorque que ça coûte trop cher. ASN peut financer si demande émane de la CLI mais, nous, la CLI a dit non. On est plusieurs dans cette salle à avoir bénéficié du nucléaire médical. L'IRSN a sorti une étude : optimisation du nucléaire médical. Le nucléaire médical ne nous soigne pas toujours comme il faut... donc il y a des choses à dénoncer là-dessus.

Bruno Darmon : La lutte anti-nucléaire en France est très difficile. Je voulais vous présenter un projet que j'ai élaboré qui serait peut-être une solution. Projet qui associe la spiritualité.

André Hatz : OMS chapeauté par l'AIEA. Veille permanente à Genève pour dénoncer cet accord. Il faut saisir l'opinion publique et les médias.

Certains pays voisins ont fait réaliser des études épidémiologiques. Il nous faudrait demander qu'il en soit de même en France et faire des actions très visuelles. Trop d'entre-soi. Il faut que nous trouvions des moyens de communiquer de façon médiatique auprès du public que nous voulons toucher, les jeunes notamment.

NB : il y a un autre bien commun : l'argent public. Il y a là quelque chose qu'il faut qu'on dénonce, l'argent de l'État qui sert à renflouer les caisses d'EDF car EDF a choisi le nucléaire.

Je m'étonne que le mot réchauffement climatique n'ait pas encore été prononcé. Il y a un travail à faire. Je ne sais pas dans quelle catégorie le classer, mais il faut impérativement se saisir de cette question.

Camila Curi : Il y a ce thème dans tout ce qu'on traite cet après-midi.

- Nucléaire et eau

Damien Renault : Comment lier ce sujet à l'actualité ? Sécheresse, accaparement de l'eau, pollution radioactive et chimique de la filière et lois récentes sur l'eau.

Quels alliés ? Vittel, Stocamine (sur la réversibilité), rapport du groupe 3 du GIEC, rapport de l'AIEA sur les impacts du changement climatique, des étudiants, presse quotidienne régionale, associations qui s'intéressent à l'eau, le milieu climat.

Actions à mettre en place : pour les rejets liquides et thermiques => vues thermographiques. Pour les thermiques, vérifier la température au point de rejet. Expertise sur les événements extrêmes. Aide à la prise de conscience des populations. Valoriser le retour d'expérience Unitech qui ne s'est pas installée à Suzannecourt. Interpeller les instances de l'eau. Expertise en chimie des produits rejetés (produits pas très bien caractérisés, notamment des sulfates).

- Nucléaire et paix

Françoise Pouzet : Le contraire de la paix, c'est la guerre. Guerre européenne contre la Russie en Ukraine. Ça a fortement impacté les consciences. Menace de guerre nucléaire totale par Poutine. Illusion de la dissuasion nucléaire qu'on prône depuis les années 45. Prétexte au réarmement. Ça met en exergue notre dépendance énergétique au gaz russe et au pétrole. Solution aussi au retraitement de déchets qui partent en Russie et qui servent à financer la guerre. Agir au niveau de l'ONU pour réclamer le désarmement à l'ONU. Faire appel aux pays qui sont sans armée et sans arme nucléaire. Et travailler avec les militants du Mouvement pour la paix.

Inciter la France à signer le TIAN. Information de la population. Promouvoir l'autonomie énergétique car prétexte à faire la guerre. On a besoin de l'armée pour garantir notre stock d'uranium. Intervenir dans les établissements scolaires et universitaires. Créer des liens solidaires avec d'autres peuples. Associations qui traversent les mers pour installer des centrales solaires et développer l'autonomie énergétique des pays. On pense que c'est quelque chose qui est bon pour la paix.

- Nucléaire et accaparement des terres

Marion Bichet : Accaparement des terres à Penly. Reportages récents sur le sujet. Accaparement des terres aussi pour des projets industriels de photovoltaïques. Peuvent être des alliés : paysans, élus locaux, riverains impactés, Etienne Davodeau, Marc Dufumier.

Message à transmettre : L'accaparement des terres se passe aussi chez nous, en France.

Cycle de conférences où il y a ou aura de l'accaparement. Porte à porte chez les riverains pour créer du débat démocratique au niveau local.

- **Rencontre et échanges avec SDN Bugey et Rhône-Alpes sans nucléaire**

Patrick Monnet : Avant 1997, comité Malville et puis on s'est plus restreint. SDN Bugey est apparu au moment de l'accident de Fukushima.

Joël Guerry : Site nucléaire du Bugey à une trentaine de kilomètres d'ici. Site à la limite de l'Ain et de l'Isère. CNPE à 30 km de Lyon. Le site du Bugey comporte un vieux réacteur : Bugey 1 en phase de démantèlement, 4 réacteurs PWR (44 ans de service) refroidis directement par le Rhône et Bugey 4 et 5 refroidis par tours. Magasin interrégional de stockage de combustible neuf. Et récemment mis en service = ICEDA (Installation de conditionnement des

déchets activés), surtout pour les métaux devenus radioactifs. 4 VD ont été faites. Les rapports vont être transmis à l'ASN. Il reste le réacteur Bugey 3 qui aura sa VD4 en 2023. Démantèlement Bugey 1 = tête de série. Démantèlement sous eau pas possible donc EDF a tout remis en question. Report à 2050.

ICEDA = reçoit des déchets de démantèlement des sites déjà en démantèlement. Demande d'extension pour recevoir aussi ceux de Fessenheim. Déchets d'exploitation de tous les sites français = barres métalliques qui sont dans le cœur des réacteurs qui y sont entreposées. Après une cinquantaine d'années, ça devrait tout partir à Bure. Antichambre de Cigéo. Beaucoup de rejets gazeux de tritium qui viennent s'ajouter. Magasin interrégional reçoit du combustible (pas seulement du combustible d'Orano, mais aussi combustible américain). Site qui comptabilise au total 474 irrégularités Creusot Forge aux niveaux des cuves et des générateurs de vapeur (GV) : vrai scandale qui n'a jamais été mis à la hauteur de ce que ça aurait dû. Non-respect depuis au moins 50 ans. Problèmes de soudures et de teneur en carbone. Réacteur Bugey 3 : pièces comme tubulures de sortie qui présentent 20 irrégularités. GV ont été changés en 2010 mais irrégularités donc ça perdure. Documents envoyés par EDF caviardés. On est allés au tribunal administratif pour ça : on nous a opposé le secret des affaires.

Incidents qui portent sur des éléments importants. Beaucoup de problèmes avec les vannes. Beaucoup de tuyauteries corrodées. Toujours des problèmes lors des redémarrages de réacteurs après les arrêts de tranche. Bugey 5 vient tout juste de redémarrer avec beaucoup de retard. On ne sait pas pourquoi.

Grand carénage : ASN a autorisé pour tout ce qui est générique. Bugey 4 et 5 qui sont reportés à 4-5 ans après. On reporte les 2 tiers après la remise en route. ASN accepte les contraintes économiques d'EDF.

Voisins de la Suisse : simulation d'accidents sur les réacteurs suisses mais comme Bugey à côté, ont fait des simulations aussi sur Bugey. On n'arrive pas à les faire présenter à la CLI. Si accident, toute l'Europe est concernée.

Un petit nouveau qui arrive dans la zone industrielle de la plaine de l'Ain : vaste terrain acheté pour blanchisserie nucléaire (Unitech) et usine de requalification des éléments contaminés (Curium).

Deux EPR peut-être (Bugey ou Tricastin) : si ce n'est pas dans les 6 premiers décidés, ce sera dans les 8 autres annoncés par Macron. Prospection pour achats futurs (336 ha) négociée par EDF avec SAFER. Les élus veulent ces EPR. SCOT en cours de modification pour accueillir ces EPR. Prétention d'EDF porterait sur 150 hectares.

Jean-Pierre Collet : Localement, on a essayé de raviver la flamme anti-nucléaire.

Madeleine Chatard : On avait invité Patrick pour nous parler d'ICEDA. Deux jours avant son arrivée, il y a eu Fukushima et c'est comme ça qu'on a créé SDN Bugey.

Jean-Pierre Collet : Coordination Stop Bugey qui rassemble SDN Bugey, SDN 38, ContrAtom, RASN... Manifestation en octobre 2011 dans le cadre de la Coordination. Joël Guerry et Claude Cassé, parmi les fondateurs de SDN Bugey.

Onde de choc de Fukushima. Organisation de cette grande manif en octobre 2011 (fin du mandat de Sarkozy, arrivée de Hollande...). Relatif grand succès. C'est comme ça qu'on a redémarré l'activité anti-nucléaire. Mais une fois que l'émotion retombe, difficile de remobiliser les gens. On s'est dit que l'on pourrait occuper les ronds-points. Chaque mois autour du 11. On a démarré à deux. Marches des réfugiés du nucléaire : quelques centaines de personnes. On a rejoint le centre de Lyon avec deux marches qui convergeaient en octobre 2012.

Actions rond-point : on a quasiment fait 10 actions par an, aussi bien côté Isère que côté Ain. Retour média à chaque fois. Journalistes ont assez vite adhéré à nos actions. Puis actions multi-rond-points organisées au niveau de la Coordination Stop Bugey. Environ 30 000 personnes qui ont vu les actions.

On avait trouvé un support intéressant pour être vus et porter la parole anti-nucléaire. Intéressant en termes de communication et de message diffusé.

Action en novembre 2014. Action "Occupons les ponts à Lyon" : pour toucher les lyonnais.

On a mis en place des pétitions. Très présents au niveau des commissions d'enquête.

Pause sur les actions rond-point avec gilets jaunes puis le Covid.

Action contre le vœu pour des EPR à Bugey à la communauté de communes de la plaine de l'Ain : on a pu prendre la parole et dire ce qu'on pensait de l'arrivée des EPR.

Quand on a appris que les EPR pourraient aussi être à Bugey, moment de flottement. Mais finalement, on a réaxé notre lutte sur EPR. On a été voir les élus du département.

Élections sénatoriales : on a voulu interpeler les élus avec des banderoles à Bourg-en-Bresse. Les élus ont poireauté une heure devant nos banderoles.

Cycle de conférence sur les énergies renouvelables : on est aussi force de proposition.

Fête de la science : on propose de découvrir deux sites d'éoliennes.

Balade pédagogique pour présenter le site du Bugey côté Isère.

Lutte locale : il faut que ça se voit. Endroits avec des zones visibles. Palettes installées dans un champ qui appartient à une adhérente à Loyettes (à 4 km de la centrale) depuis 1 an. Sensibilisent la population locale. Presse qui a fait de nombreux articles là-dessus.

Parallèlement à nos actions, installation de pancartes zones à évacuer en cas d'accident majeur à côté des panneaux des communes autour de la centrale. Certaines personnes ont été plus touchées par ces panneaux car prise de conscience de la dangerosité.

Action d'octobre 2021 : gros évènement pour la région.

Présence sur les marches climat.

Action en justice contre EDF pour pollution de la nappe phréatique (2021).

Temps d'échanges :

Alain Volle : Même combat entre Stop Tricastin et SDN Bugey. Sur corrosion sous contrainte : EDF dit qu'a priori, pas de problème sur les 900. Or, corrosion sous contrainte à Chinon sur circuit RRA. Quid de Bugey ?

Joël Guerry : À Bugey, on a Bugey 3 et 4 qui sont concernés. Des contrôles sont en cours. Remises en service ne sont pas gagnées d'avance. En 1983, réacteur de Bugey 3 a déjà eu ce problème là (5 ans après le démarrage). Mais ils ont attribué ça à des résidus de résine. Pour Bugey 2 et 5, on n'a pas eu vent de problème de cet ordre mais ils devraient être contrôlés.

Bugey 4 spécifiquement arrêté pour cela.

Alain Volle : À Tricastin, pas de contrôle donc forcément, ils ne peuvent pas trouver.

Philippe Lambersens : Intérêt du rôle du Réseau et de Greenpeace pour les dernières actions. Aide des salariés et mise à dispositions d'outils. Aide à la coordination régionale. Recherche de visibilité. Expertise et contre-expertise : elle ne sert à rien si on ne la rend pas visible. Sur dernière manifestation, on a réuni 53 organisations mais problème d'une faible participation (700 personnes). Pas que lié au temps parce que même problème au Tricastin. Point de vue visibilité, dans le cadre des pétitions contre le Bugey, on a pu avoir le soutien de Naoto Kan sur demande de fermeture.

Madeleine Chatard : En octobre 2021, c'est la première fois qu'on a pu avoir une collaboration importante de la part des partis. Soutien et présence : LFI, EELV, NPA.

David Sheehan : Sur démantèlement de Bugey 1, quid de la facture ?

Joël Guerry : Pas de devis mais on sait que c'est à l'origine du report. Démantèlement sous eau prévu initialement : délais n'étaient pas tenables. Ils ne savent pas faire donc redémarrent des études. Vont tester sur un prototype (démonstrateur industriel à Chinon). Sous eau à la base pour protéger les travailleurs. À sec : il va falloir passer uniquement par des robots. Donc impact économique important. Quelle est la capacité des ingénieurs d'EDF ?

Bernard Cottier : Démantèlement prévu pour 2050, voire 2060, sur Chinon.

Damien Renault : Ces démantèlements génèrent aussi des effluents dans l'environnement, avec autorisation de l'ASN, et des déchets

Joël Guerry : Les déchets générés par le démantèlement des UNGG (graphites) vont à ICEDA. Pas de filière existante spécifique pour ces déchets.

- **Soirée : Dîner, échanges conviviaux**

Samedi 21 mai

- **Ouverture de l'Assemblée Générale Extraordinaire**

Joël Domenjoud : Je fais partie des Amis du Bocage (association autour de Bure). Modification de la charte ce matin. Cet après-midi, présentation des futurs candidats au CA avec la plateforme.

Anne-Lise Devaux : Rappel des consignes de prise de paroles et de vote.

- **Proposition de modifications de la Charte, discussions et vote**

Camila Curi : Objet de l'AGE est la modification de la charte. Vote d'un mandat l'année dernière à l'AG pour une modification sur le gaz comme énergie de transition. Courant 2021, groupe de travail avec Damien Renault, Charlotte Mijeon, Antoine Bonduelle, Pierre Combaz et moi. Idée était de travailler sur des propositions et que le CA en choisisse une.

Charlotte Mijeon : Importance de modifier ce point car daté et à un moment où sortie du nucléaire n'était pas envisageable sans recourir aux fossiles. Mais aujourd'hui, nouveaux scénarii. Mouvement climat qui voyait d'un mauvais œil cette mention et moyen aussi de nous décrédibiliser. C'est daté, ce n'est pas ce qui nous rassemble et on peut faire sans. Rappeler que le nucléaire n'est pas une solution au changement climatique. Au contraire, le nucléaire est vulnérable. Contexte de la guerre en Ukraine et de la nécessité de se passer du gaz russe qui rajoute un élément supplémentaire en faveur du vote de ce changement dans la charte pour avoir quelque chose de plus rassembleur et de plus en phase avec l'avenir d'un point de vue énergétique.

Damien Renault : quand je lis le passage en cause, il était mal formulé. S'il y avait des retours sur cette version-là, il faut pouvoir l'argumenter : ce n'est pas mentionné "centrales au gaz naturel".

Lecture du document de reformulation de la charte : https://www.sortirdunucleaire.org/IMG/pdf/rsdn-modification_charte_2022.pdf

Anne-Lise Devaux : Rappel des consignes de vote.

Modification de la charte

52 votants dont 43 en présentiel et 9 à distance
45 qui ont effectivement voté, dont 41 en présentiel et 4 à distance
2 personnes ne se sont pas exprimées en présentiel
5 personnes ne se sont pas exprimées à distance

Êtes-vous POUR ou CONTRE la modification de la charte proposée par le CA ?

Pour	Contre	Abstention	Votants
45	0	0	45

Votes exprimés	45	Taux d'abstention	0,0%
Pour / Votes exprimés	100,0%	Pour / Votants	100,0%

ADOPTÉ

- Tour de table de présentation des participant-es.
- Présentation du rapport moral

Bernard Cottier : Administrateur sortant. En 2021, le Réseau est resté mobilisé malgré les contraintes sanitaires. Le CA n'a pas pu se réunir autant que ce qu'il voulait. En tant qu'administrateur, on a envie de défendre le vivant. On pense que le nucléaire impacte directement et durablement le vivant. On a fort à faire en France. Un des pays au monde qui maintient son envie de recourir à l'énergie nucléaire et l'arme atomique. Tout est fait pour que ce lobby dirige les choix de défense des citoyens. Ça passe par tous les outils possibles, y compris la désinformation. Exemple de la taxonomie européenne. Le Réseau a porté haut et fort cette idée que le nucléaire est en train d'impacter durablement la planète. Par rapport aux générations futures, c'est un gros enjeu. Si le Réseau n'existait pas, il faudrait le créer. Volonté de relancer encore pour 50, 60, 100 ans. Gros travail au niveau des médias. Salariés du Réseau sont très importants pour nous et pour porter les messages anti-nucléaires. Lobby fait tout pour rendre le plus invisible possible les impacts néfastes du nucléaire. Activité juridique importante. Initiative du front juridique, front associatif et syndical, front pédagogique... Le Réseau y participe, même si pas à l'initiative. Au niveau international, on a continué les relations, même si pas toujours facile. Lien avec les espagnols et surtout avec les argentins. Forum social mondial anti-nucléaire qui doit être organisé en Argentine. Sur les outils du Réseau, il y a aussi la revue. Renouvellement jugé positif. Toujours à la recherche de contributeurs : participez et faites connaître la revue. Sur la santé financière de l'association, bonne nouvelle. Nouvelle mouture du projet associatif : il faut absolument que le Réseau se renouvelle. Trop peu de forces vives au CA donc on n'a pas pu tout faire. Mais de nouvelles énergies qui arrivent. Malgré nos divergences en interne, c'est tous ensemble que l'on pourra réussir à sortir de cette fichue énergie qui va laisser des traces à nos enfants et petits-enfants.

- Présentation du rapport d'activités

Camila Curi : Année 2021 sous l'effet covid, mais on a réussi à trouver des solutions pour se réunir. On a continué à travailler sur les grandes thématiques que le Réseau a investi depuis un moment : EPR et nouveau nucléaire, Cigéo, Nucléaire militaire, travailleurs. Relance du nucléaire par Macron : projet de 6 nouveaux EPR. Dès le printemps, on a mis en lien les groupes concernés par les sites pressentis pour accueillir ces 6 EPR.

Charlotte Mijeon : Question des nouveaux réacteurs a été l'objet de notre courrier de juin. De bons retours : ce qui montre que les personnes sont sensibles à ce sujet-là. Des gens dormants qui commencent à se réveiller.

Soutien à la lutte anti-Cigéo : rôle du Réseau = soutenir et amplifier. Poursuite du travail du front juridique, action juridique contre la BAMAS. Front associatif et syndical : en janvier, avis de l'AE est sorti : communiqué et tribune pour y donner écho. Prises de contact avec pays frontaliers. Texte collectif sur la DUP.

Marie Liger : Année chargée qui s'est ouverte avec le procès des 1,2,3 juin. Procès pour association de malfaiteurs. Soutien organisé. Le Réseau était présent sur un stand. Annulation des Burelesques à cause du Covid. Édition 2022 : les 7 et 8 août. Évènement où le Réseau s'investit. Camp des rayonnantes sur ancienne gare de Luméville (située sur le tracé de la voie ferrée pour Cigéo). De nombreux ateliers organisés. Présent en tant que Réseau pour faire des ateliers. Deuxième édition de Vent de Bure : soutien en termes de communication et financier. Enquête publique relative à la DUP : mobilisations...

Charlotte Mijeon : Sur le front de l'EPR, procédure en justice ouverte contre l'autorisation d'exploitation de l'EPR.

Réaction sur liens avec Taishan.

Plainte en cours sur site de Flamanville dans son ensemble.

André Jacques : Centrale de Flamanville => sous surveillance renforcée de l'ASN. 36 infractions. Situation inquiétante.

Charlotte Mijeon : Sur le parc existant, on entre dans une zone grise. Avis générique de l'ASN en baissant ses exigences initiales. Indépendance toute relative. Publication d'une tribune pour dénoncer ce recul.

À l'automne, différents scénarios de RTE. Macron a misé sur celui avec des perspectives de prolongation à 50, voire 60 ans.

Plusieurs affaires en justice sur des affaires de sûreté défailante, fraudes, usures, incidents, fuite au Bugey, digue du Tricastin. Affaire "Hugo" sur Tricastin.

Marie Liger : Deux mobilisations d'ampleur en Auvergne-Rhône-Alpes.

Manifestation à Montélimar le 26 juin => 18 organisations. Plusieurs centaines d'anti-nucléaires. Manifestation le 3 octobre à Saint-Vulbas : près d'une trentaine d'organisations. Banderole accrochée à Lyon une semaine avant la manifestation.

Charlotte Mijeon : Beaucoup à faire pour dénoncer les coups de pression du lobby nucléaire. Feuilleton de la taxonomie verte européenne. Coup de pression de la France au niveau européen pour que le nucléaire trouve une place dans la taxonomie. Texte dans Libération avec ONG d'une dizaine de pays pour dire que nous, européens, on ne veut pas du nucléaire. Actions en commun. Plainte auprès du Jury de Déontologie Publicitaire (JDP) contre EDF sur publicité « Une électricité à 97% sans CO₂ ». Experte relectrice pour le rapport du GIEC pour relire sur la partie nucléaire et signaler si incohérences et faire des remarques et quelques-unes ont été prises en compte.

Antoine Bonduelle : Nos remarques sont conservées. Obligation de répondre à toutes les remarques posées par les relecteurs.

Marie Liger : COP 26 et marches climat. Temps forts du mouvement climat pour rendre visible le fait que le nucléaire ne sauvera pas le climat. Mais le mouvement pronucléaire investit aussi ce mouvement. Effort pour faire des formations nucléaires et climat qui ont été données par Charlotte : aux universités d'été des mouvements sociaux, aux rayonnantes. Côté Réseau, on essaye de resserrer les liens avec les associations climat. Travail mené pour investir le festival Alternatiba qui aura lieu à Lyon.

Camila Curi : Investissement sur la question des travailleurs et travailleuses du nucléaire. Création fin 2020 d'un réseau multi-acteurs => créer une dynamique qui puisse vivre par elle-même avec les personnes qui la composent. Idée que le Réseau ne soit pas le porteur principal de cette dynamique. Beaucoup de réunions et liste mail créée. Difficultés d'auto-prise en charge.

Charlotte Mijeon : Condamnation d'EDF concernant la centrale de Gravelines (émissaires de rejets illégaux), saisine du Conseil d'État sur le dossier d'option de sûreté (DOS) de la piscine d'entreposage centralisé de La Hague, citation directe déposée contre EDF et la centrale de Nogent sur risque incendie.

Marie Liger : 10 ans post-Fukushima. Catastrophe loin d'être terminée. Plusieurs évènements organisés en France en soutien au peuple japonais. Conférence de presse avec Greenpeace France. Brochure. Réalisation d'un webinaire en ligne : où en est-on 10 ans après la catastrophe ? Nucléaire militaire : jeûne annuel qui se tient tous les ans pour commémorer les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki. Séances de tractage et de sensibilisation. Spectacles, cérémonies d'hommage. Cette année 2022, le jeûne aura lieu à Bordeaux.

Charlotte Mijeon : Retard dans la stratégie de diffusion de la revue lié au Covid.

Projet des 8 bonnes raisons avec contenus sur le site : idée de décliner ça en vidéo mais ça n'a pas pu se faire. Chantier à venir.

Niveau communication médias : 36 CP, 204 médias nationaux, locaux, reprises sur presse mainstream ou indépendante et militante. Intervention sur Kombini.

Site web : 900 000 pages vues, 600 000 visiteurs, 680 articles publiés, 99 évènements relayés sur notre agenda. Travail sur le responsive design du site. Baisse des fréquentations, mais hausse du temps passé sur le site et des dons.

Benoît Skubich : Baisse qui peut s'expliquer car moins d'évènements à l'agenda à cause du Covid.

Charlotte Mijeon : Facebook => nombre d'abonnés stagne. Idem twitter. On est désormais sur Instagram.

Marie Liger : Boutique du Réseau. Outil de diffusion pour notre structure. Nouveaux produits.

Camila Curi : Par manque de temps, on n'a pas abouti à tout ce qu'on voulait sur le projet associatif. Mais état des lieux du Réseau. Liens entre local et national soient plus fluides. Je me suis déplacée un peu partout en France. J'ai terminé avec le collectif Loire Vienne. Refaire des journées de travail dans ces différents bassins de lutte. Structuration interne au Réseau qui a fait l'objet d'un bilan il y a 3 ans. Travail bien amorcé. Si vous voulez participer, écrivez-moi.

SCIN : réseau libre et indépendant. Personnes extérieures qui peuvent le rejoindre sans appartenir à un groupe membre. Laure fait un travail de veille très important car les informations sont très éparpillées et compliquées à trouver. Laure envoie des lettres d'information tous les dix jours. 27 lettres envoyées en 2021. 184 articles mis en ligne dans la rubrique « Accidents nucléaires partout ». Laure écrit beaucoup d'articles dans la revue. Veille qui permet de nourrir les affaires en justice et sert aussi pour la stratégie et la communication. Inscrivez-vous à la newsletter.

Affaires en justice en partenariat avec plusieurs associations. Affaire du rejet accidentel à la centrale de Golfech : beaucoup de rebondissements. Affaire toujours en cours, devant la Cour d'appel de Bordeaux. Pollution au tritium à Saumur : affaire en justice en cours. Soutien à TCNA contre le projet d'incinérateur des boues radioactives à Malvési.

Actions avec les associations proches (RAC, Greenpeace France, Coalition Libertés associatives, Attac France...)

Solidarités internationales avec Europe, Groenland, Japon, Mongolie, Allemagne, Luxembourg : signatures de pétitions, lettres de soutien, coédition en français de l'Atlas de l'uranium.

Charlotte Mijeon : Notre EPR à nous est le changement d'outil de gestion de nos contacts. Boulot de renforcement de sécurité informatique. Mise à jour de notre serveur. Amélioration du réseau interne.

Gros boulot d'accueil et de réception du courrier par Nadia Boukacem.

Sollicitations mails sur notre boîte contact : réception par Benoît Skubich.

Nadia est souvent la première interlocutrice par téléphone.

Beaucoup de factures à traiter pour Annie Orenga.

2642 nouveaux sympathisants.

Marie Liger : AG 2021 à distance.

Niveau ressources humaines : gros changements dans l'équipe. Départs de Julien, Aimée, Florian. Arrivées de Hugo, Pauline, Louiselle, Audrey (passage en CDI).

Soutien aux groupes : 22 soutiens à 16 groupes pour 46 912 euros soit 93,82% de l'enveloppe. Nouveauté : une enveloppe de 5 000 euros dédiée aux projets artistiques, de communication ou de publication d'ouvrage.

Soutien aussi à des associations non adhérentes par le biais du fond de dotation.

Levée de fonds : nombre de dons conséquents (certainement lié aux annonces de Macron).

Questions :

Brigitte Alban : Merci pour tout le travail réalisé. Demande d'éclaircissement sur le réseau multi-acteurs présenté avec la dynamique de soutien aux travailleurs.

Camila Curi : Le réseau multi-acteurs est un réseau qui rassemble différents types d'acteurs, médecins, travailleurs, etc.

Régine Millarakis : Intéressée de savoir comment on peut être plus attentifs et s'inscrire dans un processus qui consiste à partager les travaux du GIEC.

Charlotte Mijeon : Je prépare un article pour la revue sur le sujet. Peut-être qu'on pourrait faire des choses pour expliciter plus ce qu'il y a dans le rapport.

Antoine Bonduelle : Apprentissage assez long. On n'a pas osé le faire au début, mais ça valait la peine. C'est un système où on a le droit de s'inscrire. Il faut juste cocher la case "expert". Des fois, ils demandent des publications, mais pas toujours. Plusieurs milliers de pages en anglais : le nucléaire est à plusieurs endroits. Il faut chercher, mais c'est simple de s'inscrire.

Philippe Lambersens : Point sur nombre d'équivalents temps plein actuellement dans les salariés ?

Anne-Lise Devaux : Hugo est en CDD jusqu'au mois de juillet. Ce n'est pas à nous de décider s'il doit poursuivre mais quelle évolution : CDD ? CDI ? temps partiel ? temps plein ? etc. Ce point sera traité lors de la présentation du rapport financier.

Philippe Lambersens : Autre question sur les pétitions : la dernière n'a pas rapporté grand-chose, peut-être parce qu'elle ressemblait à celle d'avant. Est-ce que vous avez eu des retours ? Des contacts, etc. ? Il faudrait l'analyser et voir quel est le suivi des pétitions signées, quel suivi des gens qui nous contactent ? Par ailleurs, vieux réacteurs mais pas que : on voit avec les problèmes génériques que les plus jeunes aussi sont impactés. Il faudrait plus insister sur ces problèmes génériques dans notre communication.

Alain Guilloteau : Quel est le terme le plus recherché sur le web ? À quoi sert l'enveloppe sur les projets artistiques dont vous avez parlé ?

Benoit Skubich : Tchernobyl = très bons résultats avec la série. L'article le plus consulté du site reste le récapitulatif sur l'accident de Tchernobyl.

Anne-Lise Devaux : Enveloppe projet artistique => par exemple, un groupe de théâtre qui n'est pas membre du Réseau ou un artiste qui aurait un projet dans notre sens, on pourrait y contribuer.

Françoise Pouzet : Réseau multi-acteurs => très intéressant d'avoir des liens avec des travailleurs, avoir des contacts et des retours de ce qu'ils vivent réellement. Nous, localement, on a très peu de contacts à Belleville et Dampierre.

Anne-Lise Devaux : La dynamique a été lancée par Laura Hameaux. Travail très compliqué : quelques-uns sont venus nous voir dans l'année car ils ont épuisé tous les autres recours et se tournent vers nous car n'ont pas trouvé d'aide ailleurs. Ils sont occupés par leur cas personnel, pas évident de rentrer dans une dynamique collective. Il y a encore une liste mail qui permet de passer des informations mais c'est en suspens par manque de personnes impliquées. Le Réseau avait pour but de lancer les choses, mais très compliqué que les gens s'en saisissent ensuite. Liste de contacts dressée pour renvoyer les travailleurs vers des associations type Maison des Lanceurs d'Alerte (MLA), Ma Zone Contrôlée (MZC)... Mais très compliqué à animer.

Françoise Schmit : Est-ce qu'on peut avoir un petit mot sur ITER ?

Benoît Skubich : Le directeur est mort. Ça va leur mettre des bâtons dans les roues pour la communication car c'est beaucoup lui qui intervenait dans les médias. On n'a pas fait grand-chose cette année, parent pauvre au Réseau.

Martial Chateau : Les différentes pièces ont des problèmes de cotes. L'assemblage n'est pas gagné. Probable : retard important. Avenir très mal en point.

Rapport moral et d'activités 2021

53 votants dont 44 en présentiel et 9 à distance

50 ont effectivement voté, dont 43 en présentiel et 7 à distance

1 personne ne s'est pas exprimée en présentiel

2 personnes ne se sont pas exprimées à distance

Êtes-vous POUR ou CONTRE le rapport moral et d'activités 2021 présenté ?

Pour	Contre	Abstention	Votants
50	0	0	50

Votes exprimés	50	Taux d'abstention	0,0%
Pour / Votes exprimés	100,0%	Pour / Votants	100,0%

ADOPTÉ

- Présentation du rapport financier

Hugo Trévisiol : Résultat 2021 très positif : 120 000 euros environ, une fois toutes les charges déduites. Beaucoup de dons cette année, notamment en novembre et décembre.

Gestion de l'association bien faite, frais stables. Variations de résultats viennent de la variation des dons. Ressources : majoritairement des dons reçus (93%).

Près de 33 000 euros en plus par rapport à 2020 (dons en majeure partie, mais aussi regain de revenus de la boutique et 10 000 euros de plus de produits divers c'est-à-dire victoires juridiques et refacturation).

Les prélèvements automatiques sont identiques à 2020, mais plus de chèques et de dons en ligne => soutien plus important en fin d'année.

On a reçu moins de dons via le partenariat avec la NEF.

Boutique : T-shirts et livres sont ce qui a le mieux marché en 2021. Le but est de diffuser du matériel, pas d'être lucratifs.

Nos charges sont plus élevées de 89 000 euros par rapport à 2020. Dû au souci avec le prestataire chargé de fournir notre outil de gestion de contacts : médiation juridique en cours. Sinon elles sont quasi identiques à l'année passée.

Se retrouve aussi dans les salaires : même niveau que 2020 et 2019, un tout petit peu en dessous de 2020 en équivalent temps plein.

Comptabilité analytique pour suivre où vont nos charges.

Résultats positifs : 579 000 euros de trésorerie disponible. Association solide, pas de dettes.

Prévisionnel : 34 000 euros prévus de charges en plus (inflation, arrivée de nouvelles personnes fin 2021 donc plus de poids dans les charges à prévoir pour 2022). On espère avoir autant de dons que l'année passée.

En conclusion : situation financière stable. Rester vigilants sur la gestion de l'association car dons reçus en fin d'année. Trésorerie disponible permet de faire face si une année difficile se présente mais aussi permettre plus d'investissements pour communication et mobilisation.

Nicolas Guit, Commissaire aux comptes (CAC) : Venu au dernier congrès il y a 3 ans. Rapport sur les comptes annuels et rapport spécial.

3 missions :

- certification compte sincères fidèles et pas trafiqués
- procédure d'alerte et Tribunal de commerce
- révélation des faits délictueux

Rapports à disposition sur le site.

Opinion : audit comptes annuels, certification comptes réguliers et sincères et donnent une image fidèle.

Sortie de crise mondiale qui n'a pas eu trop d'impact sur l'activité du Réseau.

Il appartient au CA d'établir des comptes annuels fidèles, contrôles internes, sans anomalies => CA responsable de la surveillance et des comptes. Le CA doit évaluer la capacité de l'association à continuer son activité. Le Commissaire doit avoir l'assurance que les comptes n'ont pas d'anomalie significative, assurance raisonnable.

Rapport spécial : il n'a pas été dit qu'il y avait des conventions entre membres du CA et le Réseau et pas d'éléments qui permettent de dire qu'il existe ce genre de convention.

Questions :

Sylvie Anoi : Conventions identifiées auparavant ?

CAC : Non.

Alain Guilloteau : Question sur les charges liées aux services extérieurs (page 4 du rapport financier).

CAC : Ce qui est payé à l'extérieur de l'entreprise (comptes 60, 61 et 62 : ce qu'on paie à des tiers).

Alain Volle : Les sommes posent question.

Patrick Monnet : Page 11 => détail des comptes en 60, 61 et 62 ?

Florian Brunet : Le plus gros de nos postes est surtout les frais postaux.

CAC : La plus grosse variation est sur les honoraires juridiques. Sinon, beaucoup de charges assez fixes.

Françoise Pouzet : Variation par rapport aux ressources : on voit bien que les dons représentent la plus grosse part. Est-ce que le Réseau a un bas de laine, au cas où, d'une année sur l'autre ? Comme beaucoup de dons ne sont fait qu'en fin d'année, ça peut provoquer du stress.

CAC : page 7, détail de l'actif, partie disponibilité de la trésorerie : 578 000 euros au 31/12.

Important de faire attention sur les dépenses en cours d'année. Cyclique et ça a toujours été comme ça. Ça remonte en fin d'année, mais diminue tout au long de l'année ensuite. Bas de laine théorique est sur la page d'après du rapport : fond associatif et 353 000 euros de report à nouveau (accumulation des résultats passés).

Approbation des comptes 2021 et rapport financier

53 votants dont 44 en présentiel et 9 à distance

50 ont effectivement voté, dont 43 en présentiel et 7 à distance

1 personne ne s'est pas exprimée en présentiel

2 personnes ne se sont pas exprimées à distance

Êtes-vous POUR ou CONTRE l'approbation des comptes 2021 ainsi que le rapport financier présenté ?

Pour	Contre	Abstention	Votants
50	0	0	50

Votes exprimés	50	Taux d'abstention	0,0%
Pour/Votes exprimés	100,0%	Pour/Votants	100,0%

ADOPTÉ

Quitus au Conseil d'administration pour la gestion financière

53 votants dont 44 en présentiel et 9 à distance

50 ont effectivement voté, dont 43 en présentiel et 7 à distance

1 personne ne s'est pas exprimée en présentiel

2 personnes ne se sont pas exprimées à distance

Êtes-vous POUR ou CONTRE donner quitus au Conseil d'administration pour la gestion financière des activités du Réseau "Sortir du nucléaire", ainsi que pour les comptes approuvés ?

Pour	Contre	Abstention	Votants
50	0	0	50

Votes exprimés	50	Taux d'abstention	0,0%
Pour/Votes exprimés	100,0%	Pour/Votants	100,0%

ADOPTÉ

Affectation du résultat d'exercice en report à nouveau

53 votants dont 44 en présentiel et 9 à distance

50 ont effectivement voté, dont 43 en présentiel et 7 à distance

1 personne ne s'est pas exprimée en présentiel

2 personnes ne se sont pas exprimées à distance

Êtes-vous POUR ou CONTRE l'affectation du résultat d'exercice de 119 526,76 € en report à nouveau ?

Pour	Contre	Abstention	Votants
50	0	0	50

Votes exprimés	50	Taux d'abstention	0,0%
Pour/Votes exprimés	100,0%	Pour/Votants	100,0%

ADOPTÉ

CAC : Le résultat est conservé dans les fonds propres (pas redistribué à des actionnaires). À part mettre ça en report, on ne peut pas en faire grand-chose dans une association. On le met dans des réserves qui vont alimenter le bas de laine théorique.

Budget prévisionnel 2022

53 votants dont n44 en présentiel et 9 à distance

50 ont effectivement voté, dont 43 en présentiel et 7 à distance

1 personne ne s'est pas exprimée en présentiel

2 personnes ne se sont pas exprimées à distance

Êtes-vous POUR ou CONTRE l'approbation du budget prévisionnel 2022 ?

Pour	Contre	Abstention	Votants
50	0	0	50

Votes exprimés	50	Taux d'abstention	0,0%
Pour/Votes exprimés	100,0%	Pour/Votants	100,0%

ADOPTÉ

- Expression libre des salarié.es

Marie Frachisse et Charlotte Mijeon : Tout d'abord, nous voulons vous dire combien, après deux ans d'AG en "distanciel", nous sommes heureux et heureuses de revoir vos visages « en vrai » en face de nous – et ce, même si nous n'oublions pas pour autant toutes celles et ceux qui nous suivent à distance ! Pour nous, rien ne peut remplacer ce qui se joue lors de ces temps fort de notre association. Ce contact humain, ces discussions informelles qui ne se passent pas par écran interposé, ces repas partagés, le plaisir de se retrouver tout simplement... Nous avons toutefois une pensée pour les visages de personnes habituées de nos AG que nous ne reverrons plus : Pierre Rosenzweig, Dominique Lalanne, Anne Meyssignac... Parmi les personnes qui nous ont quittées, nous pensons aussi à des figures de la lutte comme Michel Fernex.

En 2021, malgré les contraintes sanitaires, notre équipe n'a pas chômé : 10 ans de l'accident de Fukushima, soutien aux mobilisations dans le Grand Est, au Tricastin et au Bugey... sans parler des projets de nouveaux réacteurs, contre lesquels nous nous sommes mobilisés bien avant l'annonce officielle d'Emmanuel Macron en février dernier ! En interne aussi, nous avons eu de gros chantiers, notamment au niveau des ressources humaines. Il faut dire que cette année a été marquée par de nombreuses arrivées, départs et changements de postes. Camila, arrivée toute fin 2020, a pris ses marques. En mai, Julien Baldassarra, qui était présent depuis 2017, est parti vers d'autres horizons. C'est Marie Liger, déjà présente dans l'équipe en tant que stagiaire puis en CDD depuis le printemps 2020, qui a pris sa suite en tant que chargée des mobilisations. C'est maintenant elle votre interlocutrice sur tout ce qui concerne le soutien que l'on peut apporter à vos actions ! Florian Brunet, responsable administratif et financier, a également effectué une rupture conventionnelle. C'est Anne-Lise Devaux qui a pris sa suite en tant que coordinatrice administrative et responsable de levée de fond, avec l'aide d'Hugo Trévisiol, qui est présent à temps partiel pour assurer la partie qui relève spécifiquement de la gestion financière. Pour remplacer Anne-Lise en tant que chargée de communication, Louiselle Debiez a été embauchée à la toute fin de l'année. C'est elle qui a désormais la tâche de gérer votre revue trimestrielle, et qui apporte déjà un coup de jeune bien venu à notre communication ! Nous nous réjouissons également de compter à nouveau une chargée de campagne dans l'équipe, grâce à l'embauche de Pauline Di Nicolantonio (qui n'est malheureusement pas parmi nous ce week-end). Ces mouvements dans l'équipe vont se poursuivre dans les mois à venir. Après bientôt 14 ans au Réseau, Charlotte Mijeon va quitter son poste d'ici la fin de l'année pour pouvoir se consacrer à d'autres projets. Début 2023, Lisa Pagani, une jeune juriste qui a effectué un stage de 6 mois chez nous fin 2021-début 2022, intégrera l'équipe juridique du Réseau. Marie et Lisa travailleront en binôme pendant quelques mois avant que Marie ne quitte progressivement son poste pour voguer (ou plutôt galoper) vers de nouveaux horizons Hihaaaaa.

Ce renouvellement d'une bonne partie de l'équipe implique déjà de nouvelles dynamiques. Il représente aussi, pour nous, un très gros enjeu de tuilage et de transmission de contacts et de connaissances, tant sur la filière nucléaire que sur l'histoire du Réseau, sa richesse et sa diversité. Nous comptons aussi sur vous pour participer, à votre manière, à la formation de toutes ces nouvelles personnes, en les accompagnant et en leur transmettant vos savoirs. Ces recrutements se sont aussi accompagnés d'un gros travail sur les fiches de poste et le suivi de carrière, qui permettent de réaliser à quel point les questions RH peuvent être prenantes, techniques et complexes, la nécessité de prendre des décisions de manière collective et éclairée, mais aussi de ne pas faire peser ces questions techniques sur des bénévoles déjà bien investis par ailleurs, et qui préféreraient consacrer leur énergie à la lutte antinucléaire proprement dite ! Avec tous ces changements, les locaux de Lyon sont devenus un peu trop petits (ce qui n'est pas sans incidences sur nos conditions de travail), tandis que ceux de Paris ne sont plus occupés que ponctuellement. Un éventuel déménagement fait partie des chantiers à l'ordre du jour.

Pour les mois à venir, nous sommes bien conscient-es des défis qui nous attendent. Le résultat des élections législatives pourrait, nous l'espérons, rebattre les cartes. Mais si Emmanuel Macron maintient ses plans délirants de renouvellement du parc, nous aurons du pain sur la planche pour contrer les projets de nouveaux EPR – à commencer par Penly, qui devrait faire l'objet d'un débat public d'ici à la fin de l'année !

Le défi est de taille, sachant que, vous l'avez toutes et tous constaté, il n'est pas évident, dans un contexte post-Covid et de morosité ambiante, de refaire collectif, de remobiliser localement, de tisser et retisser des liens, surtout là où il y a moins de dynamiques militantes.

Nous voulons soutenir autant que possible les groupes existants mais également, devant le constat de l'évolution des modes de militance, voir comment nous pouvons aussi toucher et mobiliser un nouveau public, souvent plus jeune, peu ou pas au fait de la lutte antinucléaire, ou qui privilégie d'autres modes d'organisation plus informels. C'est tout le sens de notre présence sur certains festivals, du rajeunissement de notre communication, de notre investissement de nouveaux réseaux sociaux.

Le défi est de taille ; mais les très bons retours de notre appel à don de fin 2021, à l'occasion duquel sont revenues vers nous des personnes dont nous n'avions plus entendu parler depuis longtemps, sont aussi pour nous un signe. Oui, la cause antinucléaire bénéficie toujours d'une base de soutien très solide, et de nombreuses personnes sont révoltées par le passage en force d'Emmanuel Macron. À rebours d'une conjoncture économique incertaine, ces bons retours nous donnent confiance dans le fait que des moyens financiers seront disponibles pour continuer et amplifier notre lutte. Et la confiance que nous font toutes ces personnes nous oblige.

Nous avons enfin conscience que notre association se trouve à la croisée des chemins et doit évoluer pour renouveler son fonctionnement interne, ne pas épuiser ses forces mais au contraire, se donner les moyens d'en susciter de nouvelles. À ce titre, nous accueillons avec bienveillance la réflexion menée sur la plateforme « Pour une

recomposition sans décomposition ». La mise en œuvre et l'accompagnement des changements structurels proposés vont, certes, beaucoup solliciter l'équipe, mais nous espérons que le Réseau en ressortira plus fort, débarrassé de certaines lourdeurs qui pèsent sur son fonctionnement et ont régulièrement mené à un désinvestissement des membres du CA, et apte à favoriser l'engagement de nouvelles personnes.

Enfin, alors que le CA doit être renouvelé en profondeur, notre souhait est de poser au plus vite les bases de relations cordiales et bienveillantes avec la nouvelle équipe, que nous saluons pour l'engagement qu'elle s'apprête à prendre.

Régine Millarakis : On a beau s'y attendre, ça fait un choc (à propos du départ de Marie et Charlotte).

André Hatz : Très perturbé par le départ annoncé de Charlotte et de Marie. Deux piliers incontournables du Réseau. Elles ont été des acteurs essentiels dans la fermeture de Fessenheim. J'espère qu'elles resteront parmi nous, comme membres, à défaut d'être salariées car elles nous sont essentielles. Merci à toutes les deux.

- **Présentation de la plateforme**

Joël Domenjoud : Point d'étape qui répond à un long processus de réflexion de restructuration du Réseau. Équipes successives qui se sont investies sur comment répondre aux problèmes structurels. Charge de travail intense du CA pour lequel beaucoup de générations d'administrateurs ont fourni une énergie extraordinaire. Il faut que l'on trouve des moyens pour aller vers un autre fonctionnement : interactions internes du CA, le CA avec l'équipe salariée, la structuration du Réseau et ce que ça représente aujourd'hui. Ce document arrive un peu tard avant le congrès parce qu'on aurait aimé vous le fournir bien en amont mais ça n'a pas été possible car charge de travail trop conséquente par ailleurs. Cette plateforme a été soumise à toutes les nouvelles personnes qui se présentent au CA, à l'équipe CA-salariés => résultante d'un travail long. Idée est que la nouvelle mandature ait un mandat pour engager un travail à l'horizon d'un an pour entériner des modifications profondes en AGE. Deux modifications statutaires mineures qui sont quand même proposées là-dedans. Sur les délégations de pouvoirs : on a beaucoup de choses à faire dans le CA du Réseau et on est peu pour beaucoup de commissions. Elles sont riches et elles sont aussi alimentées par d'anciens administrateur.trices. Ces commissions travaillent souvent en doublon avec le CA qui se sent obligé de réexaminer le travail fait en commission. Redondance. Aujourd'hui, on peut se faire confiance. Il y a vraiment une qualité de travail dans les comités. Je vous invite à vous investir dans les commissions et comités. Délégation de pouvoir en début de mandature à ces commissions de travail pour qu'on ne soit plus obligé de tout rediscuter en CA ensuite.

Deuxième modification : inclure la levée de fonds comme une activité à part entière du Réseau. Le rapport à l'argent doit être posé de façon structurelle.

Déconnexion du terrain qui peut être mal vécu par les administrateurs. Allers-retours avec le terrain qui est parfois inexistant. Il manque un échelon intermédiaire : la régionalisation (qui est envisagée depuis longtemps). Mais il ne suffit pas de décréter des assemblées. Engagement qui est lourd. Proposition de faire exister des bassins de lutte. Réfléchir aux découpages, accompagner et mettre en œuvre cet échelon régional et avoir une assemblée de fond. Frustration de ne pas assez parler nucléaire et de faire + de la gestion au sein du CA. Recréer un espace où l'on puisse parler du nucléaire. Un endroit où on puisse se retrouver 1 ou 2 fois par an (stratégie montante et descendante) : assemblées des bassins de lutte trimestrielles.

Difficulté à accéder à la somme de connaissances que nous avons accumulée : mise en œuvre d'un plan de formation au sein du Réseau pour une transmission des connaissances. Plus de personnes se sentiraient légitimes à investir les comités du Réseau.

Tentative de rédaction est largement perfectible mais va se poursuivre avec la prochaine mandature.

Temps d'échanges sur la plateforme :

Agnès Le Coutour : Examen de la crise traversée par le Réseau. Aspect que je n'ai pas pu aborder : responsabilité individuelle des militants. Peur de culpabiliser et d'être culpabilisé. Une des causes de la crise a été le refus de discuter et de dialoguer. Logique de la guerre dominante dans la société. Est-ce compatible avec la lutte anti-nucléaire ? En cherchant avec son adversaire des solutions aux problèmes qui se posent, c'est là où on a le plus de

chances de toucher à la racine de la radicalité. J'aimerais qu'on impulse une réflexion sur l'esprit avec lequel on lutte. Les personnes qui le souhaitent peuvent me contacter.

Damien Renault : Merci Joël pour ce travail qui permet de rendre plus concret ce qui est arrivé dans les années précédentes. Importance de l'organisation régionale / interrégionale / bassin versant. Émulation importante en travaillant à différentes organisations. On apprend beaucoup de plein de monde. Somme de connaissances et propositions d'actions conséquentes. Il ne faut pas hésiter à candidater. Là, il manque un candidat titulaire.

Anne-Lise Devaux : Entre deux congrès, ce ne sont pas des élections mais des cooptations, on peut rajouter des binômes en cours de route.

Martial Château : Les cooptations doivent être validées par l'AG suivante. Par rapport à la liste des candidats au CA, ces candidatures doivent être annoncées avec un délai minimum avant l'AG. Il faut respecter le règlement intérieur. Volonté de donner plus de pouvoirs aux comités, mais où sont les garde-fous si divergence entre comité et CA ? Comment on tranche ?

Joel Domenjoud : Délégation de pouvoirs => confiance accordée mais, au final, c'est le CA qui a la décision finale si quelque chose pose problème. Il y a des délégations de pouvoirs déjà en place sur certains comités. Je ne connais pas d'exemple où ça ait provoqué des crispations importantes.

Philippe Lambersens : Notre association n'a pas eu le temps de débattre. Ça aurait été mieux d'avoir les candidatures plus tôt, mais on comprend les difficultés d'avoir des candidats. J'approuve à 99% la plateforme. On y retrouve des anciennes propositions. À la fois volontariste et pragmatique. Importance de créer un mouvement et arriver à aider les groupes, ainsi qu'à rajeunir la lutte. Assemblées de luttes pourraient aussi être un lieu de formation. Contradiction de rajouter un échelon intermédiaire car si on n'est peu nombreux, ça rajoute du temps encore en plus. Dans notre groupe, certains disaient attention à la réunionite. C'est l'action qui entraîne l'action

Marie Frachisse : Concernant les délais de présentation des candidatures au CA, pas de délai fixés dans le RI. C'est à notre appréciation. Cette année, nous avons laissé les candidatures ouvertes jusqu'au congrès. La seule condition est qu'il y ait une candidature écrite. Si nouveau candidat, il devra rédiger un texte de présentation avant de pouvoir se présenter.

Guy Jeannesson : Je soutiens totalement la plateforme. Côté humain, j'ai mené les entretiens avec les salariés. Plaisir de travailler avec eux. Équipe soudée. On est en toute confiance. On n'hésite pas à partager les difficultés et trouver des solutions. Très bonne entente avec Damien et Joël. Conditions nécessaires et suffisantes réunies pour engager tous ces travaux. Importance de faire une transition avec les nouvelles et nouveaux administrateurs qui vont rejoindre le CA.

Françoise Pouzet : Très favorable à titre personnel à la plateforme. Pas eu le temps d'en débattre au sein de notre groupe. Allègement et ouverte. Petite remarque sur la parité : manque de femmes !

André Jacques : Je rejoins les propos tenus sur la plateforme. Sur l'organisation de la motion 5, le CRILAN a une réserve et on préfère la formulation de la motion 6. Ne pas rajouter une nouvelle strate qui priverait la base locale de moyens. Idée de fluidifier les relations de manière la plus légère possible, organisation réfléchie et en cohérence avec les objectifs poursuivis. Deuxième observation : objectifs opérationnels alors qu'on nous annonce un projet associatif. Il faudra re-détricotier ça ensuite. Développer les compétences du Réseau au niveau national. On a

apprécié les visites de Camila, de Marie sur le terrain. On pense que c'est comme ça que les choses devraient se développer demain, avec un renforcement des groupes à agir.

Joël Domenjoud : Préférence pour des formes moins formelles mais ont déjà été tentées et ont périclitées. On est pris par des mandats. Du coup, ça oblige à tenir la route sur la distance. On a essayé de trouver un entre-deux, entre formalisation extrême et vision très flexible déjà mise en œuvre précédemment. Arriver à trouver quelque chose entre ces 2. Plus de présence salariée, mais la limite est financière, d'où la question de la stratégie de levée de fonds. Démultiplier le poste de Marie sur les mobilisations. On se repose sur le cadre très formel du salariat mais charge de travail qui se retrouve forcément quelque part et toutes les régions n'ont pas de super militant qui peut rendre dynamique un collectif régional. D'où cette proposition un peu plus formelle. Il y a aussi un passif important entre certains groupes, ce qui peut empêcher de trouver une place dans l'engagement local => laisser cette chance de faire apparaître autre chose.

Rose Maschino : Je candidate au CA parce que je suis dans une zone où il y a un nouveau groupe qui m'a donné la force d'y aller. Et c'est ça que j'ai envie de voir partout ailleurs.

Régine Millarakis : Extrêmement intéressant, mais je connais les difficultés car on les vit en Meuse-Haute-Marne. Problème de ressources humaines mais pas que. Question de la délégation de pouvoirs se pose dans toutes les associations. Pour faciliter le travail et gagner en efficacité, il faut beaucoup de confiance entre les groupes de travail qui font le travail au quotidien. Là, du coup, aucun problème pour déléguer. Plus réservée sur positionnement associatif et visible à l'extérieur. Facile de déglisser une association parce qu'elle aurait une vision pas tout à fait aboutie. Va se prendre des claques par l'extérieur s'il n'y a pas 2 niveaux de réflexion : le niveau du groupe de travail et celui du CA. L'intelligence collective est toujours supérieure à l'individuelle ou petit groupe. Pour le travail de fond, reste partisane d'un regard appuyé du CA sur tout ça.

Antoine Bonduelle : Deux chantiers vont s'ajouter dans les années à venir. Présentation assez réaliste. Aspect expertise à créer. On ne doit pas attendre qu'il y ait un nouveau GSIEN. C'est au Réseau de le faire. Le Réseau SDN est le plus gros du monde car on a le plus gros parc nucléaire. Les autres pays n'ont pas de structure identique à notre organisation. Ce serait quoi une fédération européenne ? Est-ce que ce n'est pas là aussi qu'il y a le pouvoir ? Cf. la taxonomie. Il y a aussi cette dimension-là et l'équipe est déjà prise par trop de chantiers.

Joël Domenjoud : Décloisonnement de la lutte antinucléaire. Comment l'accentuer ? Avec quels acteurs au niveau international ? La campagne sur les atteintes aux biens communs n'est pas étrangère à cette optique. C'est à nous d'accentuer notre capacité à faire parler du nucléaire en dehors de notre cadre interne.

- **Présentation rapide de chacun.e candidat.es au CA**

Osios Mausoléo : Mobilisation militante axée sur les grandes mobilisations de plusieurs zones de lutte et le syndicalisme (NDDL, camp VMC, Cop21, loi travail, Bois Lejuc, gilets jaunes, retraites). En tant que membre du CA sur la partie mobilisations, peux apporter ma capacité à créer du lien entre mobilisations différentes, en tant que précaire de l'éducation et membre de syndicat, la question des conditions de travail est extrêmement importante et je veux y travailler pour les améliorer.

Rose Maschino : J'ai toujours été antinucléaire, déjà conscience de l'arme atomique mais implication réelle sur le terrain s'est faite à Bure, permanente à la maison et collégiale de BZL. Je veux apporter au Réseau des outils pour faire des liens entre luttes ailleurs, convergence des luttes et transversalité. Intérêt sur la communication, bien conscience de tout ce qu'on a à transmettre. Importance des conditions de travail des salariés. Avoir une équipe heureuse, c'est le premier point pour moi.

Muriel Weibert : J'ai habité à Bure mais contrainte de partir à cause de la répression. Envie de revenir dans la lutte mais pas sur un lieu de lutte. Je connais d'expérience le rôle du Réseau. Je vis dans les Hautes-Alpes et me déplace pas mal, parle à beaucoup de gens qui disent se sentir éloignés, voire effrayés, par le Réseau qui semble inaccessible. Envie de participer là-dessus pour dire qu'"on a tou.tes un rôle à jouer, une manière de participer". Je peux faire ma petite place. Merci à tous ceux qui ont fait tout ce boulot avant.

Sylvain Houpert : 48 ans, né à Soulaines, études à Nancy puis parti dans l'Ouest. Intéressé sur le sortir du nucléaire et le comment. La population sait déjà pourquoi on doit sortir du nucléaire, mais comment on en sort ? Auteur d'un livre sur les bâtiments à énergie positive, thèse école d'architecture à Nantes. Regarder nos voisins européens qui ont trouvé des solutions avant nous.

Alain Guilloteau : Amnesty, association sur le plan humaniste dès 16 ans. Passage à Greenpeace, mais pas en accord avec gestion des groupes locaux. J'ai un passé industriel dans le biomédical et l'informatique. Je peux apporter une manière de voir les choses au niveau marketing, comment accrocher les personnes, apporter un regard nouveau et amener un angle d'attaque car, en fait, on est en guerre. On doit sortir le plus rapidement possible du nucléaire et il faut inculquer dans l'esprit des gens que c'est possible. Je suis artiste et je peux apporter de nouvelles façons de sensibiliser par ce vecteur.

Elisabeth Laporte : Inscription tardive, décision compliquée à prendre, prise à 2, "kamikaze" est assez proche de ce que je ressens maintenant. A quitté le milieu associatif pour des milieux plus autonomes et horizontaux. Pas anodin d'être dans une structure très institutionnelle comme le Réseau. Je suis là car, dans ces milieux autonomes et autres, RSDN joue un rôle particulier de soutien. Je suis en fin de thèse en droit de l'environnement. La formation incluse dans la plateforme me semble très importante, tout comme le décroisement et le lien plus global avec les luttes sociales.

Mete Demircigil : Mon parcours militant a commencé par la lutte sur la justice climatique. Orientation stratégique pour le nucléaire ne sauvera pas le climat. Pas mal investie autour du Bugey et dans la lutte contre Cigéo. Un autre aspect qui me tient très à cœur serait l'international. J'ai beaucoup fait de lien avec des gens en Allemagne et Pologne. Travail d'aller chercher des groupes pour la justice climatique et les amener à se positionner sur le nucléaire. Travail important d'un point de vue stratégique. Le décroisement aussi est très important pour moi, priorité féministe, anti-raciste, anti-impérialiste et anti-colonialiste.

André Jacques : N'ai pas pu trouver de binôme donc risque de poser problème pour la validité de ma candidature au CA. A voir si on trouve une solution. Ancien travailleur social, militant depuis 75 contre Flamanville, La Hague et engagé au CRILAN depuis 1975. Réadhésion au Réseau en 2019 : activités en lien menées avec satisfaction depuis. Concernés par les évolutions du Réseau car une des plus grosses organisations en France pour ce combat et il faut s'unir pour le bénéfice de la population. Je salue la collaboration avec le Réseau sur le niveau juridique, notamment l'EPR. Front juridique avec d'autres associations contre l'EPR. Promotion de notre exposition et film qui permettent de développer notre action sur le terrain. Contacts récents avec salariées du Réseau nous a permis de prendre en compte au plus près de la réalité du Cotentin pour développer des synergies avec les associations militantes. On se propose de participer au sein du CA pour représenter le Cotentin, absents depuis longtemps. Notre volonté est de développer les échanges et entraides entre les groupes de terrain.

Guy Jeannesson : A habité très tôt près de Bure. Atomik Tour avec Angèle puis je suis rentré dans le Réseau. Projet de plateforme paraît super bien, avec une équipe que j'adore donc je ferai tout ce que je peux pour que ça puisse être mené. Je participe aux autres comités pour être informé de ce qu'il s'y passe. C'est assez long de comprendre comment ça fonctionne. J'ai pris le relai pour être trésorier, référent RH et dans le CSE.

Damien Renault : Coopté l'année dernière au CA du Réseau. A eu plaisir à participer au comité juridique. Projet de campagne eau et biens commun : beaucoup d'anomalies sur les effluents et beaucoup de choses pas claires du tout.

Joël Domenjoud : Tombé dans la lutte antinucléaire après être tombé dans la lutte altermondialiste. Est venu à l'antinucleaire par la lutte anti-THT. Investi depuis Paris en soutien à NDDL. Engagement vite identifié comme pertinent à Bure car crucial pour la lutte antinucléaire. Rayonnement et décroissement, brassage à Bure très intéressant, mais épuisant de militer à Bure et besoin de se mettre un peu plus loin et de continuer à agir autrement, et le Réseau est une très bonne façon de le faire.

Martial Château : André a parlé de sa candidature mais a passé sous silence une zone d'ombre : crise avec le CRILAN et c'est malhonnête de l'avoir passé sous silence.

André Jacques : Regrettable que l'intervention de Martial oublie que le CANO a fait en sorte de liquider le CRILAN par une action illégale.

Damien Renault : Clivage dans l'Ouest. Ai participé à une réunion du CANO détestable. Je ne veux pas mettre des responsabilités sur les uns ou les autres. Il est important de voir comment se passent les relations actuelles des uns et des autres avec le Réseau. Vrai sujet. Espère qu'il n'y aura pas de conflit qui renaîtrait. Il faut regarder les choses factuellement.

Camila Curi : Appel à aller voir les éléments affichés dans la salle concernant les formations, Appel à suggestions si certain.es ont des idées.

Plateforme

53 votants dont 44 en présentiel et 9 à distance

42 ont effectivement voté, dont 40 en présentiel et 2 à distance

4 personnes ne se sont pas exprimées en présentiel

7 personnes ne se sont pas exprimées à distance

Quelle plateforme souhaitez vous voir appliquée par le prochain CA

Une recomposition sans décomposition			<i>Votants</i>
42			42

Votes exprimés

42

élue

- Élections du CA

Damien Renault explique qu'il a été convenu que les binômes soumis au vote devaient être complets. Concernant André Jacques, s'il est seul, la proposition lui est faite d'être possiblement coopté ultérieurement par le CA dès qu'il trouve une personne pour former un binôme. Si d'autres souhaitent créer des binômes pour rejoindre le CA en cours d'année, la proposition leur est ouverte. La cooptation sera ensuite validée par l'AG de l'année suivante.

André Jacques : Ne peut pas encore savoir s'il a trouvé une personne pour former un binôme. À voir si possible d'en constituer un et auquel cas demanderai la cooptation par le CA.

Marie Frachisse : Explications des règles de vote pour le CA à distance et sur place.

Élections du CA

Élection des nouveaux membres du CA à bulletin secret			
Nombre de votes exprimés	46		
Nombre de bulletins nuls	0		
Nombre de bulletins blancs	1		
Total	47		
Binômes	Nombre de voix	% du nombre de votants	Élection au CA
Joël <u>Demenjoud</u> - Jean <u>Osiros Mausoléo</u>	45	95,7	ELU-E AU CA
Sylvain <u>Houpert</u> - Alain <u>Guilloteau</u>	45	95,7	ELU-E AU CA
Guy <u>Jeannesson</u> - Damien Renault	46	97,9	ELU-E AU CA
Elisabeth <u>Laporte</u> - Mete <u>Dermicigil</u>	45	95,7	ELU-E AU CA
René <u>Maschino</u> - Muriel <u>Webert</u>	43	91,5	ELU-E AU CA

- Conférence gesticulée « Mais qui a tué le militant ? » par la Coopérative La Braise suivi d'un temps d'échanges autour de questionnements soulevés par cette conférence, en lien avec le travail sur notre projet associatif
- Dîner et soirée festive

Dimanche 22 mai

- Temps d'ateliers et de discussions sur les sujets identifiés

Répartition en trois ateliers :

- o Eau
- o Débat public
- o Énergies renouvelables

- **Restitution en plénière**

- Atelier Eau

Damien Renault : On a repris la suite de ce qu'on avait commencé vendredi.

Comment lier ce sujet à l'actualité :

- source froide ultime (autre que le cours d'eau). Forages en cours sur les sites à ce propos.
- aspect quantitatif à ne pas négliger
- lien avec le nouveau nucléaire (prélèvements et effluents en +)

Alliés :

- tourisme et élus
- associations de pêcheurs
- associations nautiques
- Loire à vélo
- Distribution des tracts dans les campign
- L'eau vive
- L'eau qui mord
- Fb sur l'eau de Vittel
- Deux biologistes qui descendent la Loire et qui travaillent sur les microplastiques
- FNE à propos des SCOT
- associations de consommateurs
- producteurs d'eau potable
- Réseau Loire alerte
- Centre d'information sur l'eau

Quelles actions mettre en place :

- caméras thermiques + drone
- recours SDAGE
- actions sur les prélèvements d'eau par les industriels
- récup des registres de rejets
- Mettre en cause l'ASN et l'IRSN (au min dénoncer le manque de moyens)
- Taper sur EDF en premier lieu
- prélèvements dans l'eau et les végétaux aquatiques
- petits captages
- tracts
- interpeler les députés
- mettre dans la tête des gens la réalité des effluents
- dénoncer le manque de transparence

Françoise Pouzet : Importance de dénoncer les autorisations de rejets. On devrait dire NON AUCUN REJET.

Charlotte Mijeon : FNE => bien de se caler une réunion avec eux pour qu'on se transmette des informations dans les deux sens. Axe contre la relance du nucléaire.

Laure Barthélemy : Sur les autorisations de rejets, on parlait des études d'impact. Requestionner ces autorisations données sur la base d'études d'impact caduques et qui sont faites par l'exploitant.

Camila Curi : Est-ce que ce ne serait pas parlant de faire des demandes en préfecture pour qu'il y ait un signalement de là où ont lieu les rejets ?

Charlotte Mijeon : STOP Golfech qui a fait gros boulot là-dessus et sur la question de la visibilité. Ils avaient mis dans la Garonne un colorant alimentaire pour symboliser les rejets. Raccrocher les wagons avec ces groupes-là qui ont une expérience à ce sujet.

Philippe Lambersens : C'est bien que le Réseau fasse réseau entre les groupes là-dessus parce que tout le boulot que vous avez fait sur Loire et Vienne, on aimerait bien le faire sur le Rhône.

Michel Guéritte : Moi je pense qu'on a rien à faire avec les associations de pêcheurs car elles sont subventionnées.

Damien Renault : On avait bien conscience de cela et que les pêcheurs n'ont pas forcément intérêt à cracher sur le poisson qu'ils pêchent.

- Atelier Énergies renouvelables

Meté Demircigil : Constat : niveaux de connaissances assez inégaux. Faire attention à donner des éléments de contexte. Parfois on se perd dans le détail. On oublie la grande image. Avoir un discours clair et construit dessus. C'est un processus. Scénarii 100% énergies renouvelables : ressources scientifiques sur lesquelles on peut se baser mais comment les valoriser pour qu'elles puissent servir notre cause ? Sobriété et efficacité énergétique => expliquer ce que c'est. Coopératives d'énergie = production énergétique citoyenne décidée par les citoyen.nes. Promouvoir ce modèle alternatif. Verrou sur les énergies renouvelables => ça prend beaucoup de temps de mettre en place un projet donc il faut faire sauter ce verrou.

Renouvelables industrielles et approche + artisanale. Où met-on le curseur ? Le processus industriel est plus efficace énergétiquement. 1 éolienne haute est beaucoup + efficace qu'une éolienne basse.

Ne pas dissocier la question de la production d'électricité du reste.

Fiches thématiques à partager.

Françoise Pouzet : Faire sauter le verrou sur les énergies renouvelables. Solution associée à l'efficacité et à la sobriété. S'autoriser à travailler, en tant que Réseau, avec les coopératives d'énergie. Par exemple, énergie partagée.

Fiches.

Trouver des alliés parlementaires.

Encourager la simplification administrative : système très mal fait avec beaucoup d'arnaques.

Mettre en avant la faisabilité et la crédibilité.

Rappeler le principe du négaWatt (le watt dont on n'a pas besoin).

Antoine Bonduelle : On arrive vite à des sujets assez politiques. Comment on fait pour que la révolution des énergies renouvelables ait aussi un impact sur les emplois, etc.

Sylvain Houpert : S'autoriser / ne pas s'interdire. Des alliés objectifs qui sont les porteurs de projets éoliens => on a des objectifs communs et on a un intérêt à s'allier. Mais peut-être pas avec tous. Quelle ligne on se fixe ? Comment on collabore et est-ce qu'on se l'autorise ?

Damien Renault : Pas objet du Réseau de mettre de l'argent dans Énergie partagée. Il faut rester assez prudent avec Enercoop et Énergie partagée. Chacun son boulot.

Philippe Lambersens : Verrou de l'éolien => il faut le mettre par rapport au verrou du nucléaire qui n'est pas une solution au changement climatique. Discussion entamée sur le service public EDF. Débats où différentes ONG et des syndicats de Sud énergie qui réfléchissent là-dessus. Il faut continuer à avoir des liens avec eux pour avoir autre chose que les mises en concurrence. Sur la gestion hydraulique, gens de Sud énergie mobilisés là-dessus et contre le nucléaire.

Bernard Cottier : Il faut citer celles prises par certains citoyens => Virage énergie Nord Pas de Calais. Scénario régional où ils montrent que l'on peut sortir du nucléaire. Travail qui a essaimé au niveau des Pays de la Loire. Comité au niveau du Réseau ? ou soutien les initiatives locales ? Dans la revue, faire d'avantage référence à ces initiatives.

Laure Barthélémy : Mettre en avant un système décentralisé. Si on part vers un système local et en circuit court, on se protège d'une éventuelle menace (risques de rupture, de bombe sale si guerre...)

Benoît Skubich : Attention Enercoop : tout n'est pas rose. Coût important des abonnements.

Françoise Pouzet : L'énergie a un prix et il faut en prendre conscience.

Antoine Bonduelle : Énergies renouvelables comme un rapport de force. Aujourd'hui le nucléaire domine l'État. Propositions Macron = nucléaire devient minoritaire dans le système électrique. En 2050, 1/3 de nucléaire et renouvelables deviennent majoritaires. En Allemagne, les syndicats ont un jour basculé contre le nucléaire avant qu'il y ait une diminution car ils ont fait le constat que les jobs n'étaient plus dans le nucléaire. Il y a des syndicats d'énergie qui ont des positions particulières. Ce serait bien d'avoir connaissance de ce basculement du rapport de force. Interne d'EDF et de l'État vont avoir envie d'aller sur les renouvelables. À nous de repérer les endroits où on va pouvoir faire changer les rapports de force. Job pour le Réseau.

Benoît Skubich : Enercoop avait proposé de faire un abonnement pour ceux qui consomment le moins et donc payent le moins.

Mete Demircigil : On n'a pas parlé d'hydraulique. Cette question d'EDF et de service public, c'est peut-être un truc à creuser.

- Atelier Débat public

Charlotte Mijeon : On est parti du débat public par rapport au calendrier de ce qui est prévu. Une consultation qui va avoir lieu cet été. Débat public sur Penly mais aussi sur les 6 autres réacteurs. Au sein du Réseau, différentes sensibilités sur participation ou non à ces débats. Différentes expériences à ce sujet. Nécessité d'avoir un message commun et de faire coexister les différentes sensibilités à ce sujet.

Marie Liger : - Re-situer le débat et les bases

- arriver à impliquer les populations des grandes villes à proximité
- Biosphère qui a sorti des cartes pour illustrer ce que donnerait un accident nucléaire dans les villes
- rappel de l'accident de Lubrisol sur impact sur villes
- faire comprendre que l'EPR est une perte de temps et de ressources face à l'urgence climatique. Pas le temps de se permettre ça.
- se servir de l'échec industriel de l'EPR de Flamanville. Nucléaire est une perte de temps et d'efficacité
- sensibiliser sur le problème de santé. Rassemblement d'associations de malades pour sensibiliser sur la cause
- faire passer ces situations locales au niveau national.

Ce qui pourrait être fait :

- la santé / liens avec les associations de malades
- recoupements avec thème des biens communs
- certaines personnes qui ont aucune information sur le débat public et que rien n'est encore décidé => proposer une information pour ces personnes
- comment remobiliser dans le cadre de cette relance
- nécessité de faire des ponts avec mouvement climat
- reposer les bases sur les connaissances sur le nucléaire / refaire des formations => enjeux de transmission
- voir quels ponts avec l'accaparement des terres
- usine de turbines Arabelle dont 20% doivent être achetés par Rosatom = financement indirect de la guerre en Ukraine => lien avec industrie nucléaire dans régime autoritaire
- question de l'emploi => information à faire par rapport aux personnes qui voient la relance du nucléaire d'un bon œil pour l'emploi
- interpeler des jeunes ingénieurs
- recréer du lien car pour beaucoup de personnes, les centrales sont loin, pas de prise de conscience de ce que représente concrètement le nucléaire
- exploiter la peur de ce que provoquerait un accident nucléaire en France
- ne pas laisser le sujet aux experts
- comment recréer une dynamique nationale autour des EPR, quel format de rencontres, à quelle échelle ?
- faire des ponts et des échanges pour sortir de l'entre-soi.

Françoise Pouzet : Parler d'indépendance énergétique, c'est un gros sujet.

Michel Guéritte : pas d'incompétence chez EDF. Experts en mensonges, en manipulations mais pas d'incompétence technique.

Laure Barthélémy : C'est de la perte de compétence industrielle.

Philippe Lambersens : Lancement de l'EPR en 2000 au prétexte de ne pas perdre de compétences.

Françoise : Sur l'interpellation des ingénieurs, bon exemple avec AgriTech.

André Hatz (par écrit) : Décision prise sans rapport avec contribution qu'on pouvait faire ou pas. Les contributions copié-collées ne servent pas à grand-chose. Si volonté de participer, poser des grands arguments puis chacun compose à sa sauce. Technocentre pour recycler les ferrailles contaminées.

Bernard Cottier : Ce serait bien qu'il y ait une formation proposée sur ces nouvelles installations nucléaires ouvertes aux ingénieurs pour qu'ils aient de la contre-information. Quid d'une fresque du nucléaire (parallèle avec fresque du climat) ?

Michel Guéritte : Pourquoi le Réseau ne se dote pas de youtubeurs ?

Charlotte Mijeon : Avant mon départ, se faire des formations de formateurs pour dire que les nouveaux réacteurs ne sont pas une solution au changement climatique.

Philippe Lambersens : Projets de vidéos. On se noie avant d'avoir plongé. Lançons-nous : ce sera toujours mieux que rien.

Martial Château : Quelques expériences de débats en visio avec des écoles d'ingénieurs dont celle de Lyon => ça s'était très bien passé. Écoles demandeuses. Intéressant d'indiquer aux écoles d'ingénieurs qu'on peut proposer ces formations. Il faut par contre prendre des garanties sur la manière dont ça va se dérouler. Expérience avec école de Marseille où débat complètement piégé.

Damien Renault : On a une chaîne Youtube.

Louiselle Debiez : On fait déjà des vidéos, notamment pour la campagne Promesses bidons.

- **Mot de la fin**

Camila Curi : On vous remercie pour tout le boulot fait ce week-end. On est tou.tes d'accord qu'on avait besoin de se retrouver et de parler. Même si beaucoup d'outils qui nous permettent de discuter à distance, ce n'est pas pareil. La plateforme qui va se mettre en place avec le nouveau CA va permettre aussi d'aller dans ce sens-là : de pouvoir se retrouver, discuter, parler de stratégies locales, de vos projets à vous et de ce que vous faites, de comment mettre en place des choses sur le national pour relayer vos initiatives. Merci beaucoup et merci aussi aux personnes qui nous ont suivi à distance.